Déclaration du député Dennis Bevington sur le projet de loi C-15, Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest,

le 11 février 2014

Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir parler de ce projet de loi qui toucherait ma vie ainsi que celle de mes enfants, de mes petits-enfants, et de tous mes amis et proches vivant dans les Territoires du Nord-Ouest. Le projet de loi a une influence sur notre vie, et nous sommes les seuls à être vraiment touchés par les mesures qu'il propose. Le projet de loi nous concerne. Notre point de vue est très important.

Je tiens à remercier le chef de l'opposition officielle d'avoir parlé du projet de loi à une période que tous les députés jugent déterminante pour le développement constitutionnel du pays. Je suis très heureux qu'il ait pris le temps de le faire.

Le transfert de responsabilités jouit d'un bon appui dans les Territoires du Nord-Ouest. Il n'y a pas là matière à débat. Il n'y aura pas beaucoup de travail à faire sur cet aspect du projet de loi. Nous avons proposé un amendement ou deux pour améliorer un peu ces mesures et les rendre plus équitables pour les trois territoires.

Les mesures contestées sont les modifications à la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie. On s'entend clairement pour dire que le seul aspect inapproprié est le regroupement des offices régionaux en un seul superoffice. C'est une mesure inappropriée et improductive qui crée des divisions et de l'instabilité, ce que nous ne voulons pas voir dans les Territoires du Nord-Ouest. Cela va bien au-delà de quelques nominations supplémentaires au sein des offices qui décident de l'avenir des Territoires du Nord-Ouest. Cette mesure a des conséquences importantes pour tout le monde.

L'amendement que nous proposons aujourd'hui, lequel vise à rétablir les offices régionaux, améliorera le projet de loi C-15. Il renforcera le transfert des responsabilités. Il assurera la stabilité. Il répond à la véritable volonté de la population des Territoires du Nord-Ouest.

J'exhorte le gouvernement à appuyer cet amendement, qui ne peut que l'aider à créer un projet de loi qui lui vaudra bien des éloges. En appuyant l'amendement, le gouvernement fera preuve d'humanité et de bonne volonté.

J'aimerais revoir comment nous en sommes arrivés là, selon les témoignages présentés. La première étape était le rapport McCrank. Lorsque M. McCrank a comparu devant le comité, il a admis que c'était lui qui avait eu l'idée d'un superoffice. Personne dans les Territoires du Nord-Ouest ne lui avait proposé cela. L'idée venait de lui, d'un Albertain qui avait dirigé l'Alberta Energy and Utilities Board. Bien entendu, il pensait que la structure devait être semblable à celle de l'office albertain, mais ce n'est pas ce que nous avons entrepris de faire dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous avons plutôt opté pour la création de gouvernements régionaux et de gouvernements autochtones, que ce soit pour les Inuvialuit — qui, en passant, gardent leurs offices régionaux — ou le Secrétariat du Sahtu, les Tlichos et les Gwich'in, qui ont conclu des ententes.

Mon collègue d'en face a parlé d'envisager la création d'un seul office dans le cadre de l'entente sur les revendications territoriales. Envisager quelque chose ne signifie pas donner son accord pour que cela se fasse. Cela ne signifie pas que le gouvernement peut modifier une entente sur la revendication territoriale sans mener de négociations exhaustives seulement parce qu'on a envisagé quelque chose dans le cadre d'une entente.

Après le rapport McCrank, le gouvernement a engagé M. John Pollard à titre de négociateur fédéral en chef. Il est intéressant de souligner que, dans leur témoignage, les Tlichos ont indiqué avoir remis au gouvernement en 2011 un cadre de protocole pour négocier des modifications à la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie. Ils étaient disposés à collaborer avec le gouvernement pour faire ce qu'il faut, pour apporter des modifications, pour rendre le système plus efficace. Ils ont établi un protocole, mais il a été mis de côté.

Dans son témoignage, M. Pollard a admis que ce protocole a seulement été reçu à titre informatif. On ne l'a pas utilisé. Pour y donner suite, les gouvernements et M. Pollard ont participé à beaucoup de rencontres, mais elles ne s'inscrivaient dans aucune entente-cadre conclue entre les deux parties concernées par les revendications territoriales, c'est-à-dire les Premières Nations, qui ont des droits issus de traités et des responsabilités connexes envers leurs citoyens, et le gouvernement du Canada, qui représente la Couronne. Aucune entente n'a été conclue sur la façon de négocier les changements à apporter.

Voilà où le gouvernement a lamentablement échoué.

L'automne dernier, des représentants ministériels ont présenté des projets de loi aux Premières Nations. Ils leur ont présenté un projet de loi portant sur le transfert de responsabilités et un autre prévoyant des changements à la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie. Ces deux documents n'ont jamais été mis ensemble.

Bertha Rabesca Zoe, conseillère juridique du gouvernement tlicho, a déclaré:

Durant cette séance, j'ai demandé aux fonctionnaires fédéraux qui étaient venus témoigner si ces mesures législatives seraient regroupées dans un projet de loi omnibus, mais ils ne m'ont jamais dit ce qu'ils feraient.

M. Daryn Leas, conseiller juridique du Secrétariat du Sahtu, a déclaré:

Les négociateurs fédéraux chargés de régler les questions de transfert de responsabilités n'ont jamais été en mesure de fournir de détails au sujet de la loi sur la vallée du Mackenzie dans les modifications proposées.

Voilà ce qu'il en est des consultations tenues au sujet du projet de loi C-15.

Le processus de transfert de responsabilités est en cours depuis 20 ans. Le problème, c'est qu'il fallait obtenir l'adhésion des gouvernements des Premières Nations à cet égard. C'est ce que le premier ministre McLeod a réalisé sur le plan du transfert de responsabilités. Nous avons entendu le témoignage du premier ministre McLeod. Il n'a pas fait participer les Premières Nations aux discussions sur la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie. Il a dit que cela ne les regardait pas. De nouveau, ces questions de réglementation devaient être étudiées séparément.

Aujourd'hui, nous proposons un amendement qui permettra de régler la question. Les offices régionaux fonctionnent bien.

Je cite M. Tom Hoefler, directeur exécutif de la Chambre des mines des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, qui a dit:

Nous comprenons que la communauté autochtone soit préoccupée par l'élimination des offices régionaux. Il faut savoir qu'un certain nombre de membres de l'industrie, particulièrement ceux qui ont établi des relations de travail étroites avec les offices régionaux, ont aussi exprimé des réserves.

Faut-il comprendre que l'industrie gravite à l'extérieur des offices régionaux? Non.

Comment cette incertitude peut-elle être utile? Nous serons probablement aux prises avec des litiges. Nous aurons probablement un nouveau gouvernement dans un an et demi. Les députés ne sont-ils pas d'accord? Nous devons réparer les erreurs qui ont été commises, puisque l'habitude des conservateurs de faire fi des souhaits de la population finira par les rattraper, et ils seront chassés du pouvoir.

Je dirais aux conservateurs de faire leur travail, d'écouter la population et d'écouter ce qu'ont à dire les gens des Territoires du Nord-Ouest au sujet des lois qui ne touchent qu'eux, les lois sur leur développement.

Les conservateurs doivent écouter et entendre. S'ils suivent la leçon avec la population des territoires, alors ils le feront peut-être avec d'autres et verront peut-être leur carrière politique prolongée.

Le Nord est une grande aventure. J'y ai participé toute ma vie. Au bout du compte, nous, gens du Nord, ferons comme il se doit; nous créerons un territoire doté d'un système gouvernemental unique et puissant. Les conservateurs devraient se joindre à nous. Il s'agit d'un amendement simple qui ne change pas grand-chose, mais qui est d'une grande importance pour nous.